



Financé par l'union européenne



PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT D'URGENCE PDU NIGER / TCHAD

FLASH REPORT N°7

État d'avancement des activités trimestriels

Troisième trimestre 2023 : Juillet-Septembre
Soumission : Décembre 2023



Puits Cimenté de Kouloukta, département de Banibangou, réhabilité par PROGRESS

TABLE DES MATIÈRES

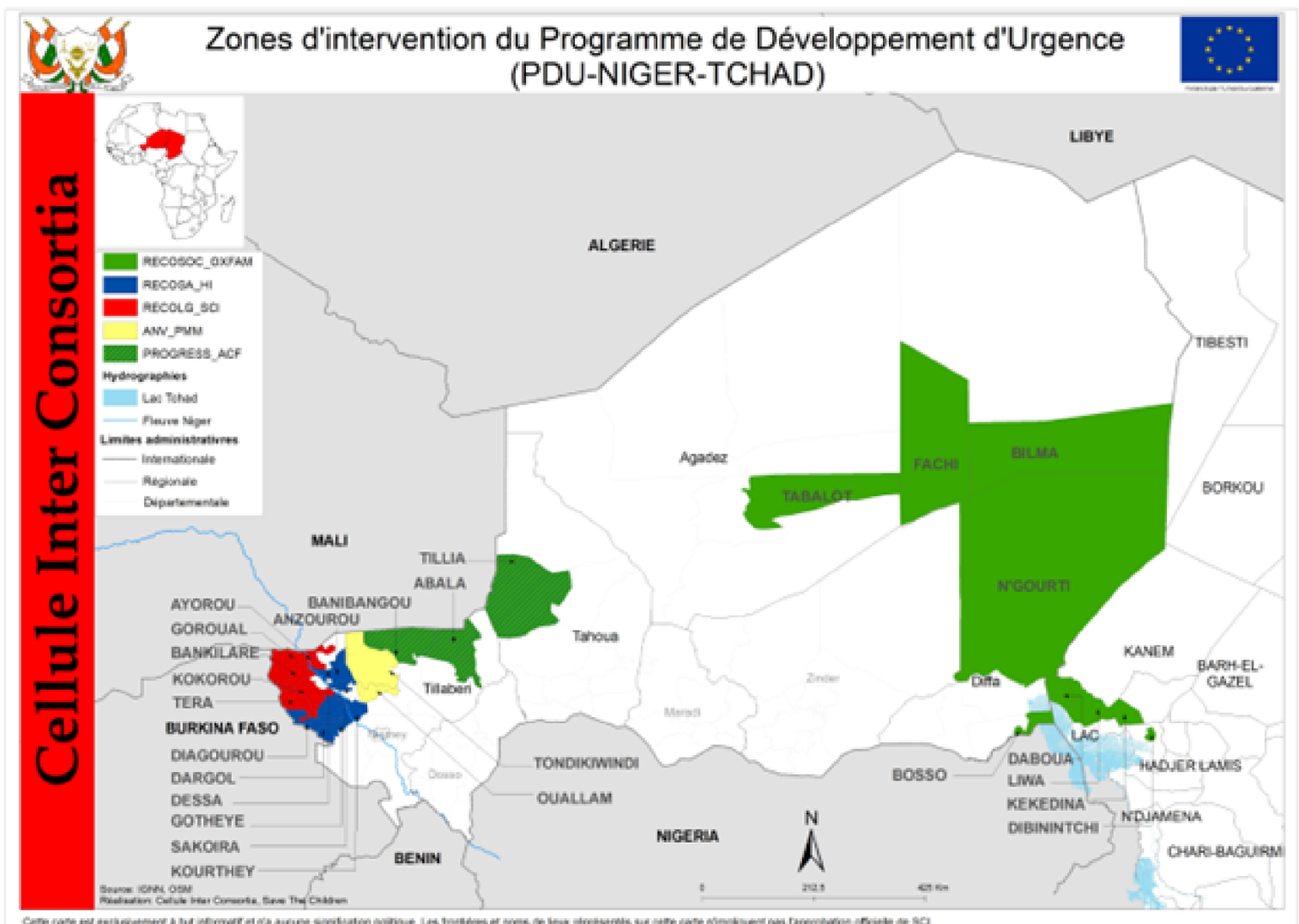
I. Résumé de l'action

II. Introduction

III. État d'avancement des Consortia

1. Protection Sociale
2. Santé nutrition
3. Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
4. Gouvernance Locale
5. Cohésion Sociale

IV. Les bonnes pratiques à consolider par les consortia ce trimestre



I. RÉSUMÉ DE L'ACTION

Le projet Inter Consortia du programme de Développement d'Urgence - Niger et Tchad (PDU-UE) est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Save The Children International. L'objectif général de l'action est de contribuer à améliorer les conditions de vie et la résilience des communautés dans les zones transfrontalières de l'Ouest et de l'Est du Niger, à travers une démarche de coordination et d'harmonisation, d'amélioration de la qualité des interventions des consortia, et de renforcement des politiques nationales en matière de résilience, filets sociaux et cohésion sociale. Le projet est mis en œuvre sur une période de 48 mois, du 1er septembre 2020 au 30 août 2024.

Au Niger, le PDU-UE est mis en œuvre par 5 consortia (ANV, PROGRESS, RECOLG, RECOSA, RECOSOC) composés de 23 organisations dans 4 régions du Niger (Tillabéry, Tahoua, Agadez et Diffa) et 2 régions du Tchad (ac, Kanem). Voir carte ci-dessus.

Dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire, le PDU-UE développe une approche intégrant le renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations, tout en consolidant les dynamiques de nexus avec les acteurs d'urgence. Ainsi, les partenaires de mise en œuvre du PDU articulent leurs interventions autour des 5 thématiques suivantes : (1) Protection Sociale, (2) santé nutrition, (3) Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, (4) Gouvernance Locale, (5) Cohésion Sociale. Ce rapport (flash report), présente l'état d'avancement agrégé des activités planifiées sous chaque thématique jusqu'au 30 septembre 2023 au Niger et au Tchad, ainsi que les activités phares réalisés ce trimestre. Il a pour objectif de mieux comprendre les avancées des 5 consortia sous chaque domaine de changement/ résultats attendus, ainsi que les principaux défis rencontrés au cours du 2ème trimestre de l'année 2023.

- ✓ R1 : Favoriser l'accès de ménages très vulnérables à un système de protection sociale,
- ✓ R2 : Accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base dont l'accès de certaines aux services de santé et nutrition et d'autres aux services de protection,
- ✓ R3 : Préservation et promotion des moyens d'existence auprès des ménages dont les ménages TP bénéficiant d'un paquet multisectoriel,
- ✓ R4 : Amélioration des relations des habitants et des représentants des autorités de l'État dans les communes du projet,
- ✓ R5 : Amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits pour les habitants des communes du projet.

II. INTRODUCTION

Ce 7e rapport d'état d'avancement, couvrant la période du 1er juillet au 30 septembre 2023, met en lumière les réalisations majeures des cinq consortia. Ces succès ont été accomplis malgré le contexte sécuritaire et socio-politique extrêmement instable dans leurs zones d'intervention, impactant encore la mise en œuvre des activités sur le terrain. Il est aussi crucial de souligner que **les événements du 26 juillet au Niger ont eu des répercussions majeures sur les activités** et notamment sur les stratégies de mise en œuvre des organisations. La décision prise par l'UE d'interrompre temporairement la majorité des activités des consortia, en particulier celles impliquant les autorités locales et même les services techniques déconcentrés a eu un impact sur les résultats attendus des consortia et la qualité de la mise en œuvre. Plusieurs plaidoyers ont été initiés pendant cette période afin de plaider en faveur de la reprise de certaines activités, mais la situation reste complexe. **L'impact négatif sur les bénéficiaires et sur les stratégies de sorties initialement planifié par les 3 consortia en période de clôture est indéniable.** Les mesures d'atténuation des risques sécuritaires, telles que le renforcement des capacités locales par le biais des relais communautaires, le respect des chronogrammes de sortie terrain, ainsi que la collaboration étroite avec les communautés locales ont tout de même permis de maintenir la réalisation des activités planifiées.

Ce trimestre a aussi été caractérisé par un déclin progressif des activités sur le terrain de quatre des cinq consortiums (RECOLG, RECOSA, RECOSOC, PROGRESS) qui entamaient leurs derniers mois de mise en œuvre (RECOLG, RECOSOC et RECOSA clôturent en décembre 2023). Les activités liées à la gouvernance locale et à la cohésion sociale ont aussi continué de subir un ralentissement, attribuable selon les consortia, à la détérioration du contexte sécuritaire dans la zone du PDU-UE et à l'interruption des activités par le bailleur après le coup d'État. Cette situation a rendu difficile ou impossible après le 26 juillet le rassemblement actif des personnes impliquées (surtout les autorités), compliquant les interactions dans les communautés, surtout celles liées au projet ANV et PROGRESS (voir ICMO N°9). Les plaidoyers se sont poursuivis en vue de rétablir certaines activités en lien avec les centres de santé intégrés et à caractère humanitaire ou pour le suivi des activités de moyens d'existences ou de suivi des plans de désengagement, mais la conjoncture actuelle pose des défis importants.

Les données relatives aux progrès réalisés au cours de ce troisième trimestre 2023 sont compilées et regroupées par domaines de changement. Une représentation spatiale de l'état d'avancement des activités par commune et par domaine de changement est présentée dans le chapitre suivant.

1. PROTECTION SOCIALE

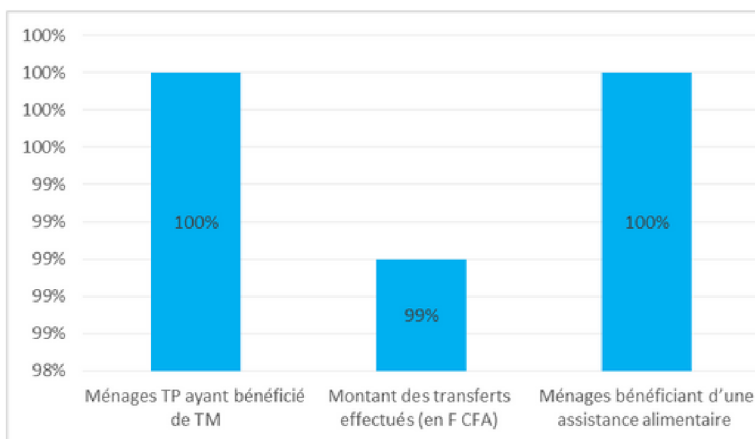
Les activités du domaine de la protection sociale sont sur le point de se conclure et **les consortia ont atteint la majorité de leurs cibles (100%) et objectifs sous ce domaine de changement** : le résultat 1 du PDU-UE.

Durant le troisième trimestre 2023, deux actions majeures ont été entreprises dans ce secteur par le consortium ANV et RECOSOC. Le consortium ANV a mis l'accent sur la promotion de la protection sociale pour les ménages très pauvres, en mettant en œuvre des transferts monétaires inconditionnels ce trimestre. Cette initiative a bénéficié à 1279 ménages très pauvres des communes de Ouallam et Tondikiwindi, recevant chacun un transfert monétaire de 32 500 Fcfa, totalisant ainsi une distribution de 41 567 500 Fcfa au cours de ce trimestre. En parallèle, une autre action a été entreprise dans le cadre de l'initiative "Cash for Learning". Cette initiative a alloué 20 250 000 Fcfa à 450 ménages dirigés par des femmes, visant à stimuler leur participation au programme d'alphabétisation lancé par le projet RECOSOC au Tchad. Cette approche a favorisé l'autonomisation des femmes et leur engagement dans des opportunités éducatives, contribuant ainsi à renforcer les capacités au sein de ces communautés. Ces deux initiatives représentent des avancées significatives dans la réalisation des objectifs de protection sociale au cours de cette période.

La stagnation des indicateurs de performance ce trimestre s'explique par le fait que tous les ménages très pauvres ont déjà été ciblés et que les consortia ont presque tous achevé les activités de transfert monétaire conformément à la planification.

PROGRÈS A DATE :

FIGURE 1



11801 ménages TP (PDI et Hôtes) ciblés ont été touchés par les opérations de cash transfert conditionnel et inconditionnel



3 375 560 170 CFA CFA (5 145 671 euro) ont été mis à la disposition de ces 11801 ménages TP sur un montant planifié de 3 413 467 329 CFA (5203797 euro) soit un taux de réalisation de 99%.

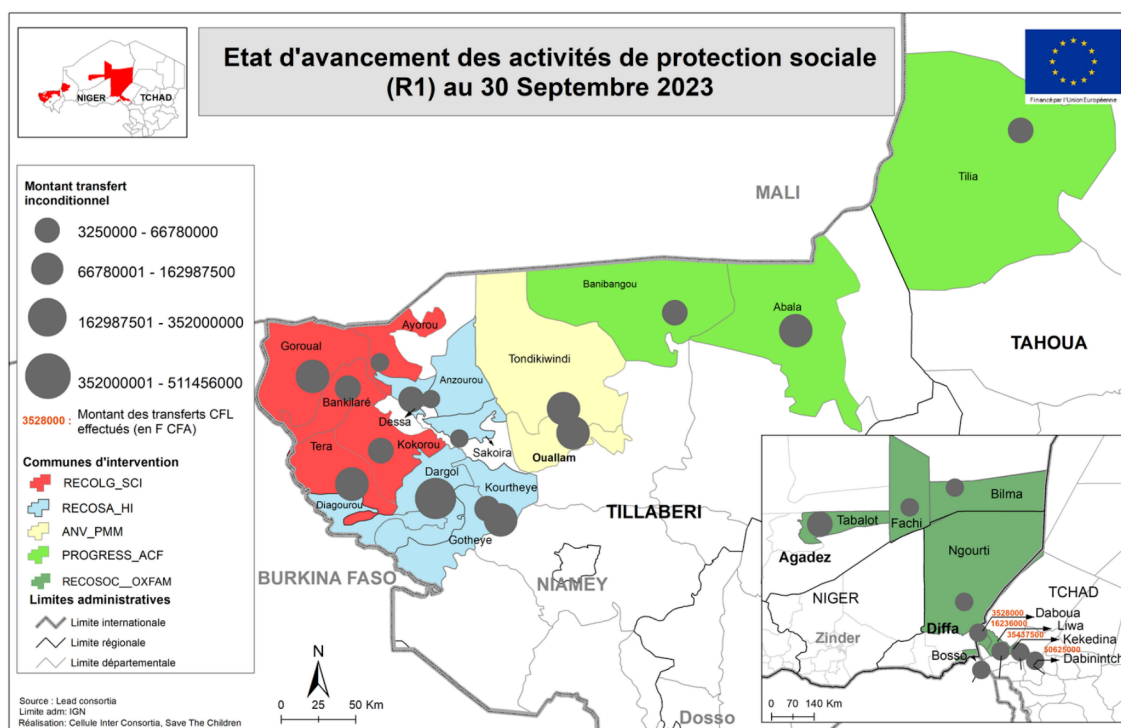


105 826 500 FCFA ont été mis à la disposition de 968 ménages femme pour le CFL



Assistance alimentaire : **38 727** personnes issues de 7 310 ménages TP (dont 34% de ménages dirigés par les femmes) soit un taux de réalisation de 79%

CARTE 1



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.

2. ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (SANTÉ NUTRITION)

Les cinq consortia s'emploient principalement à promouvoir l'adoption de bonnes pratiques en santé nutrition au sein des foyers. L'enjeu majeur réside dans l'amélioration globale de l'accès à des services de santé de qualité en renforçant le système de santé existant et les agents travaillant au plus près des populations. Cette initiative vise à instaurer des changements durables dans les habitudes alimentaires et les soins de santé au sein des communautés, avec pour vision ultime l'amélioration significative de la qualité des services de santé accessibles aux bénéficiaires. Globalement, **les 5 consortia étaient bonne voie pour atteindre les cibles fixés d'ici la fin des projets** comme le montre les indicateurs communs de résultats ci-dessous. La suspension des activités avec les Services techniques déconcentrés et les CSI va inévitablement affecter leurs progressions et atteintes globales des cibles. Le faible taux de d'enfants de moins de 5 ans dépistés malnutris et prise en charge (20%) s'explique par la cible qui correspond aux données du département au lieu des cibles des consortia.

Au cours de ce trimestre, un accent a été mis sur le renforcement des compétences locales en matière de prévention de la malnutrition pour renforcer les acquis et la durabilité des actions. Ceci s'est matérialisé par la formation des relais communautaires, la fourniture d'aliments enrichis aux FEFA, et l'établissement d'un grand nombre de groupes de soutien à la nutrition au niveau communautaire. **Le nombre de ces groupes de soutien à la nutrition a considérablement augmenté, passant de 501 au deuxième trimestre à 2634 ce trimestre.** De plus, des campagnes de dépistage de la malnutrition ont été organisées par le consortium RECOSOC et PROGRESS. Ces efforts combinés ont eu un impact significatif avec plus de **42640 personnes sensibilisés à la nutrition** ce trimestre, ayant aussi permis ou accompagné le **dépistage MAS ou MAM de 29196 enfants de moins de 5 ans**. En comparaison avec le premier trimestre de 2023, cela représente une augmentation de 27 % pour la sensibilisation et de 141 % pour le dépistage des enfants de moins de 5 ans. À cela s'ajoute la distribution d'équipements de base et d'intrants médicaux et nutritionnels, ainsi que l'établissement de stocks de médicaments dans les communes du projet RECOSA. Par ailleurs, **4559 enfants âgés de 6 à 23 mois ont bénéficié de farine infantile enrichie.**

Les réalisations majeures de ce troisième trimestre, ainsi que la mise à jour des progrès jusqu'à la date du présent rapport et l'atteinte des cibles, sont exposées ci-dessous :

RÉALISATIONS PHARES DU TROISIEME TRIMESTRE 2023

- **Formation et dotation en PB mère des FEFA** : 23515 femmes en âge de procréer ont été formées et (18251) dotées à la mesure du périmètre brachial (PB) par le consortium PROGRESS (900) dans la commune de Tilla, ANV (9902) dans la commune de Tondikiwindi, (12401) dans la commune de Ouallam et RECOSOC (141) dans la commune de Tabelot, (170) dans la commune de Fachi.
- **Dépistage des U5** : 29196 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés MAS et MAM aux niveaux communautaires et des centres de santé de Abala (19843), Tilla (4917), Tabelot (224), Fachi (105), Bilma (88) Ngourti (375), Bosso (105), Kekedina (160), Dibinintchi (379). Soit une augmentation de 141% par rapport au premier trimestre.
- **Sensibilisation sur la nutrition** : 42640 personnes ont été sensibilisées sur la nutrition dans les zones d'intervention de 4 consortiums soit une augmentation de 27% par rapport au trimestre précédent (33520). Il s'agit notamment de : RECOSA : communes de Sakoiria (10363), Anzourou (5476), - RECOSOC : communes Tabelot (142), Fachi (170), Bilma (165), Ngourti (1010), Bosso (333), Kekedina (590), Dabinintchi (554) - RECOLG : communes de Tera (2196), Bankilaré (1220), Ayorou (1649), Kokorou (1773), Goroual (1746) et - ANV : communes de Tondikiwindi (16782) et Ouallam (21283); PROGRESS (1489).
- **Formation agent de santé** : 160 agents de santé et relais communautaires ont été formés sur les thématiques de l'ANJE, EHA, PFE, ainsi que sur les techniques de communication interpersonnel dans la commune de Bosso.

PROGRÈS À DATE :







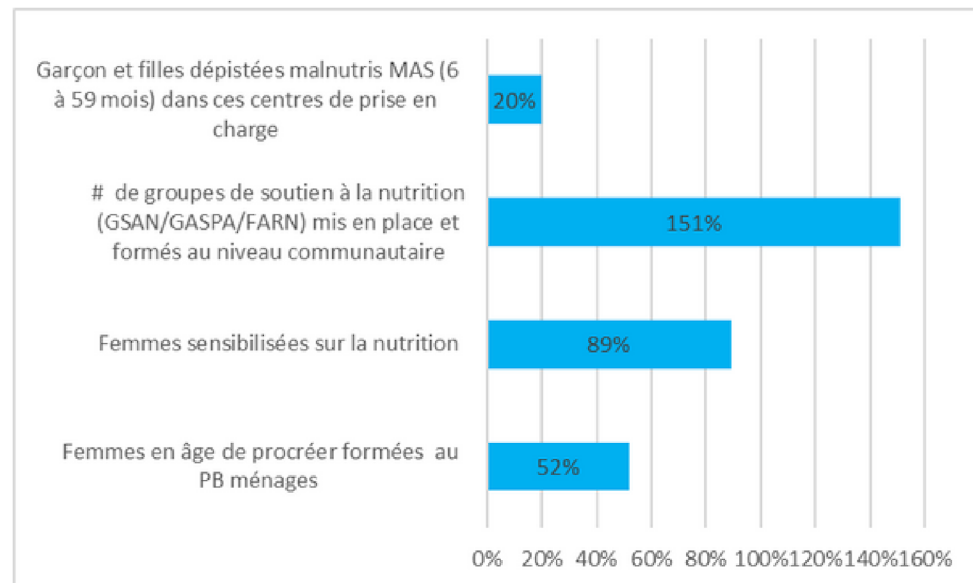
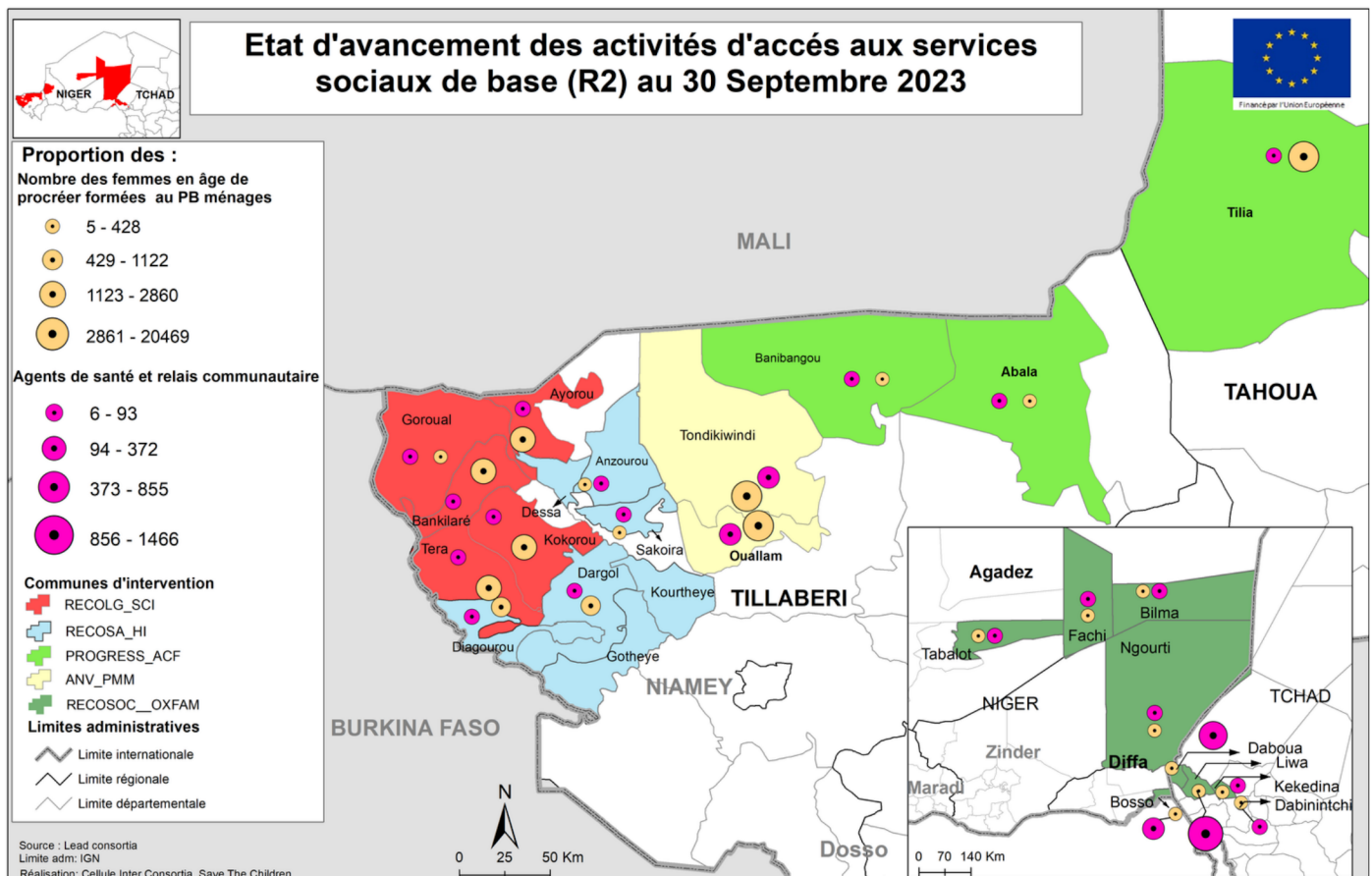
-  **61428** femmes en âge de procréer formées et 59316 dotées au PB ménages soit un taux de réalisation global de 42%
-  **107888** Enfants dépistés malnutris MAS (6 à 59 mois) (94% de filles)
-  **3572** relais communautaires/agents de santé formés sur les thématiques de l'ANJE, EHA, PFE pour faciliter les activités sur le terrain dans ce contexte fragile.
-  **2818** groupes de soutien à la nutrition (GSAN/GASPA/FARN) mis en place et fonctionnels au niveau de 153 villages des communes de Tondikiwindi (1093), Oualam (1533) Abala (4), Banibangou (15), Tillia (6), N'Gourti (26) et Bosso (1), Dibinintchi (24) et Kekedina (12) au Tchad, soit un taux de réalisation de 124% pour le projet ANV, 239% pour PROGRESS et 89% pour le projet RECOSOC
-  **255 829** personnes ont été sensibilisées sur la nutrition, dont 67% des femmes dans les 4 régions du Niger et 2 provinces du Tchad soit un taux de réalisation de 71%.
-  **Plus de 20 662** enfants de 6 à 23 mois ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle dont 22% des filles.

FIGURE 2



CARTE 2



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.



3. MOYENS D'EXISTENCE ET RÉSILIENCE

Pour promouvoir les moyens d'existences et renforcer la résilience des ménages TP ciblés par les projets PDU-UE, un paquet multisectoriel d'activité est mis en œuvre à leur profit. Les consortia sont aussi en bonne voie pour atteindre les cibles et objectifs fixés sous ce résultat (3). Une analyse plus poussée de l'atteinte globale des cibles se fera au cours du prochain trimestre. Par exemple, l'objectif pour les AVEC et Tontine a déjà largement été dépassé pour certains consortia.

Au cours de ce trimestre, une attention significative a été accordée au renforcement du pouvoir économique des femmes. Cela s'est manifesté par des appuis techniques et financiers, à la fois individuels et collectifs, accordés à 277 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), pour **un montant mobilisé de 33 338 764 FCFA**. Cette initiative représente une augmentation de 22 % par rapport au trimestre précédent. En outre, **2 432 femmes issues de ménages très pauvres ont bénéficié de ces soutiens**, ce qui correspond à une augmentation de 86 % par rapport au trimestre précédent. Cet appui leur permet de développer des AGR porteuses identifiées par les bénéficiaires elles-mêmes.

965 personnes engagés dans le maraîchage par RECOSOC dans les communes de (Tabelot, Fatchi, Bilma, Ngourti et Kekedina au Tchad). De même, **03 greniers de sécurité alimentaire** ont été appuyés dans les communes de Ouallam et Tondikiwindi (ANV) et Kekedina au Tchad (RECOSOC).

Ces progrès témoignent l'avancé vers l'atteinte des objectifs d'ici la fin du projet.

Les réalisations majeures de ce troisième trimestre, ainsi que la mise à jour des progrès jusqu'à la date du présent rapport et l'atteinte des cibles, sont exposées ci-dessous :

QUELQUES RÉALISATIONS PHARES DU TROISIEME TRIMESTRE 2023

Renforcement du pouvoir économique des ménages TP et des jeunes (groupes d'épargnes et AGR) :

- 277 tontines, AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit) et groupes d'épargne-crédit ont été mis en place dans les communes de Tabelot (51 groupes), Bilma (23 groupes), Ngourti (16 groupes), Daboua (02 groupes), Liwa (08 groupes), et 100 groupes pour le projet RECOLG. Pour un montant mobilisé de 33 338 764 FCFA
- 1167 ménages ont reçu un soutien technique et financier pour le développement d'AGR pendant le trimestre. Cette mesure permet de renforcer les capacités des ménages à générer des revenus, à améliorer leurs moyens d'existence et à renforcer leur résilience.

Promotion de la production animale :

- 87 ménages formés/sensibilisés sur les techniques d'élevage à Tabelot pour le consortium RECOSOC
- 03 greniers de sécurité alimentaire appuyés avec une quantité de 72 tonnes du stock mis à la disposition des BC/grenier de sécurité alimentaires/BAB pour la réduction des risques et catastrophes.



4710 ménages formés aux pratiques agroécologiques (CEP, via le CFW) et 426 Ha de terres récupéré via le CFW



4157 ménages ont vu leur cheptel reconstitué (petits ruminants, gros ruminants) avec la mise à leur disposition de 10106 têtes de bétail soit 35% de l'ensemble des ménages TP ciblés par le programme (11 600)



9994 ménages et jeunes ont reçu un soutien technique et financier pour redynamiser ou entreprendre une AGR



Tontines /AVEC / Groupes d'épargne soutenus avec **131 556 519 FCFA** mobilisé soit un taux de réalisation global de 169%

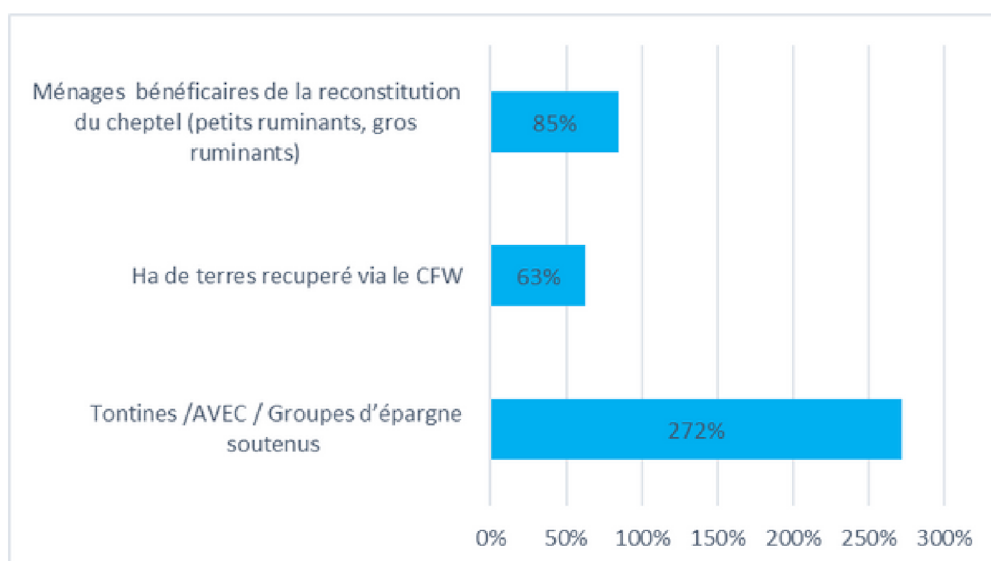


3176 ménages formés/sensibilisés sur les techniques d'élevage 159 ménages ont été appuyés pour la pratique de l'aviculture.

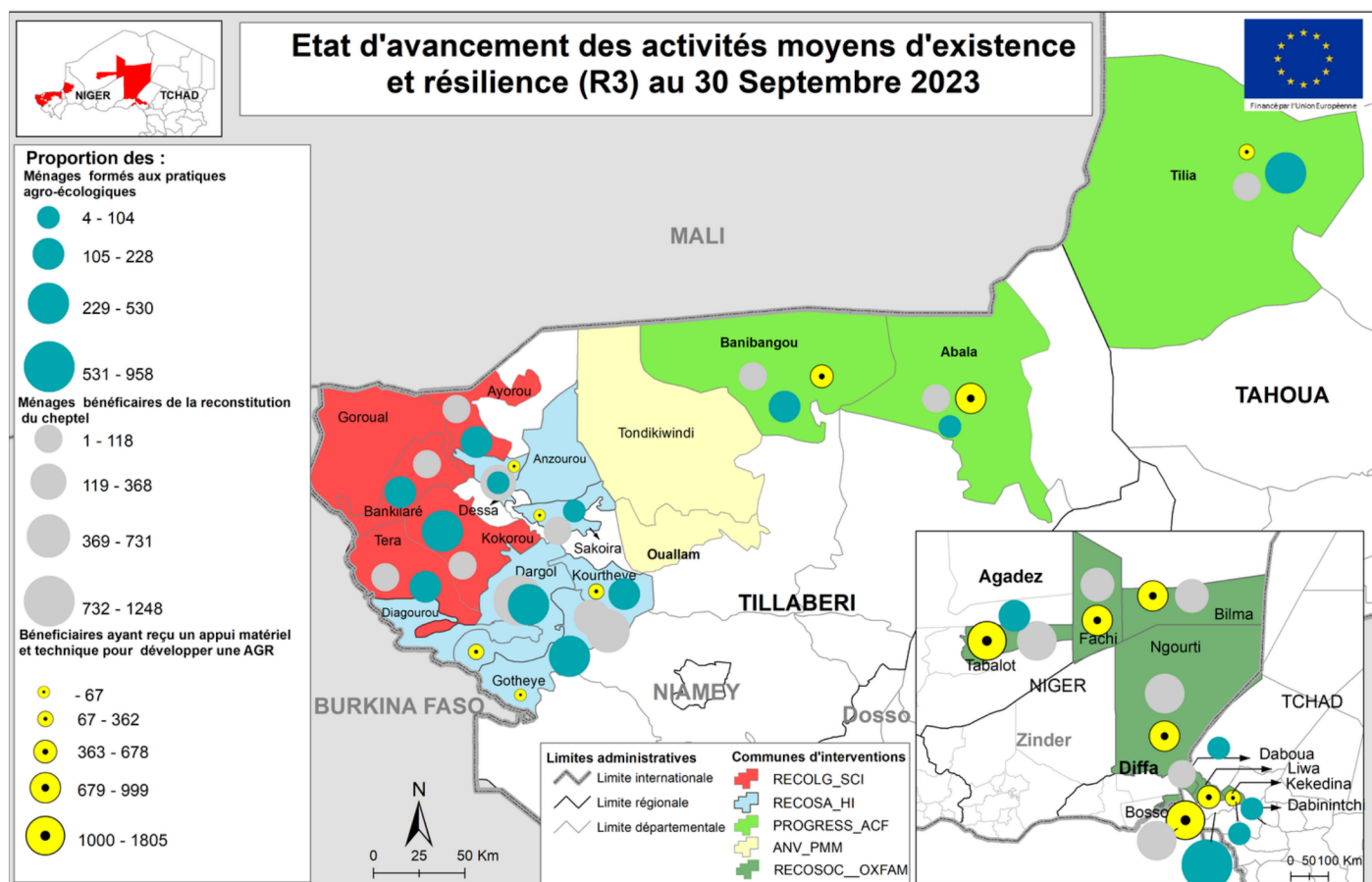


29 BC/BAB renforcées en stock aliment bétail et céréales.

FIGURE 3



CARTE 3



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.

Réalisation: Cellule Inter Consortia, Save The Children

Source : Lead consortia, Limite adm: IGN



4. GOUVERNANCE LOCALE

Les cinq consortia ont entrepris des initiatives stratégiques visant à renforcer la gouvernance locale au cours du trimestre (avant la mise en place de restriction suite aux événements du 26 juillet), en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration des relations entre l'administration locale et les communautés. Ces actions ont impliqué la mise en place d'activités de rapprochement entre les élus locaux et les membres des communautés ou de renforcement de capacités de la société civile. L'atteinte des objectifs fixés initialement et des indicateurs sous ce résultat avant la fin des projets sera difficile, même si la progression de certains indicateurs étaient en bonne voie comme en témoigne la figure et la carte 4; les efforts et progrès atteints par les consortia seront compromis avec la suspension de collaborer avec les autorités et ne permettra pas d'atteindre toutes les cibles d'ici la fin du programme.

Le consortium PROGRESS a atteint sa cible en terme de fora de dialogue (tribunes d'expression populaire) réalisée grâce aux réalisations de ce trimestre, appuyé par les réalisations du consortium RECOSOC au Tchad. Portant l'atteinte globale du nombre de personnes ayant participé à des fora de dialogues entre la population et les autorités à 71%, soit 8954 personnes.

Plus de **763 personnes sensibilisées sur l'accès à la documentation civile** par des agents terrain et 337 personnes ont reçu leur documentation civile ce trimestre. Dans le cadre du renforcement des capacités, **95 individus ont bénéficié d'une formation approfondie sur des approches participatives sensibles aux conflits et 55 structures de l'Etat (STD et communes) ayant participé aux ateliers de renforcement de capacité sur la gouvernance dans les communes de RECOSOC et ANV**. Cette démarche vise à doter les acteurs locaux des compétences nécessaires pour traiter efficacement les dynamiques complexes des conflits, favorisant ainsi une résolution plus collaborative et durable entre les administrés et les autorités locales.

QUELQUES RÉALISATIONS PHARES DU TROISIEME TRIMESTRE 2023

Renforcement des capacités des structures communautaires et étatiques sur la gouvernance :

- 11 Ateliers de renforcement des capacités des structures communautaires et/ou étatiques de gouvernance ont été organisés au profit des autorités locales et STD dans les communes du projet RECOSOC
- 55 structures de l'Etat (STD et communes) ayant participé aux ateliers de renforcement de capacité sur la gouvernance dans les communes de RECOSOC et ANV.

Création d'espaces de dialogue et concertation entre communautés et autorités locales :

- 10 Tribunes d'expression populaire (forum de dialogue) entre la population et les représentants des autorités locales ont été organisés dans les communes suivantes (Tillia, Banibangou, Abala, Daboua, Liwa)
- 536 personnes (hommes, femmes, Jeunes garçons et jeunes filles) ont participé à ces fora de dialogue entre la population et les représentants de l'État et autorités locales dans les communes de Daboua, Liwa et Dabinintchi au Tchad par le projet RECOSOC

Promotion de la citoyenneté active :

- Plus de 763 personnes sensibilisées sur l'accès à la documentation civile par des agents terrain et 337 personnes ont reçu leur documentation civile.





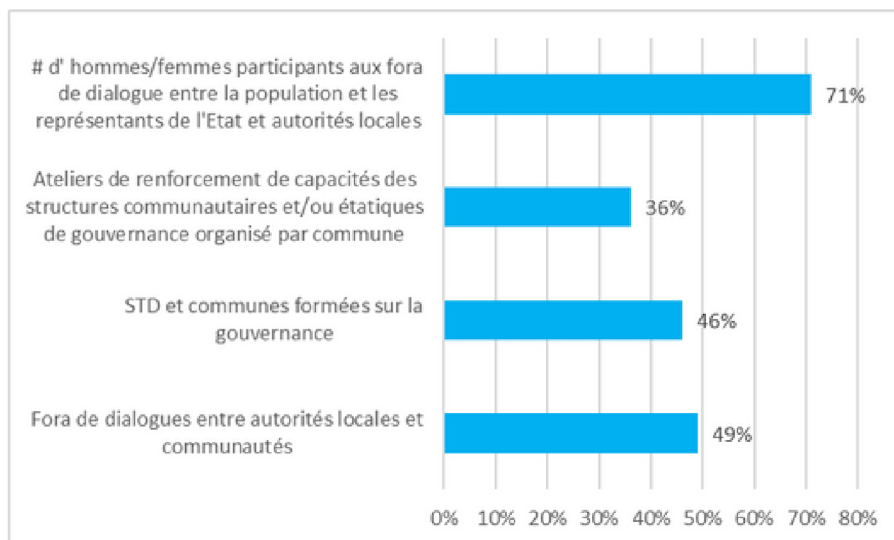
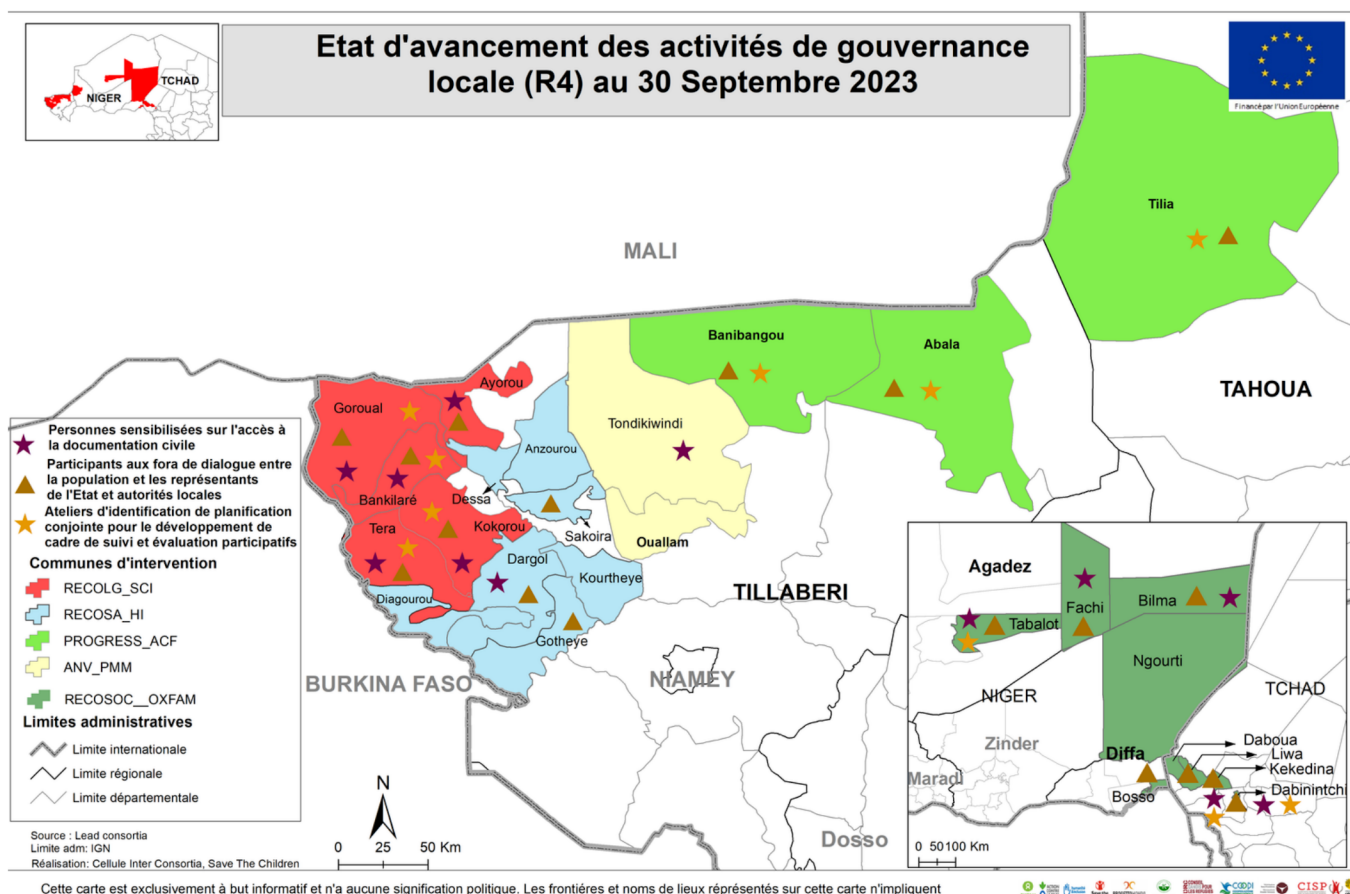
-  **8 954** adultes et jeunes participants aux fora de dialogue entre la population et les représentants de l'Etat et autorités locales dont 43% des femmes
-  **18 409** personnes sensibilisées sur l'accès à la documentation civile et 7 113 personnes ayant reçu la documentation civile
-  **43** Ateliers de renforcement des capacités des structures communautaires et/ou étatiques de gouvernance ont été organisés au profit des autorités locales et STD
-  **105** Tribunes d'expression populaire (forum de dialogue) entre la population et les représentants des autorités locales ont été organisés dans 18 communes (Téra, Ayorou, Bankilare, Kokorou, Goroual, Abala, Banibangou, Tillia, Dargol, Sakoira, Tabelot, Fachi, Bossa, Bilma, Kakedina, Dabou, Liwa et Dabininchi au Tchad) **dont un taux de réalisation de 100% pour le projet PROGRESS** et 28% pour RECOSA dont 8 954 personnes jeunes et adultes ont participé à ces fora de dialogue entre la population et les représentants de l'État et autorités locales

FIGURE 4



CARTE 4



5. PRÉVENTION ET GESTION DES CONFLITS

Au cours du trimestre, les activités entreprises dans le domaine de prévention et la gestion des conflits visent à renforcer la cohésion sociale dans un contexte sécuritaire volatile, avec des résultats concrets. L'objectif principal est de favoriser la stabilité communautaire en créant des espaces propices à la résolution pacifique des conflits. Globalement, dans le domaine de la cohésion sociale, **les consortia ont redoublé d'efforts ces derniers mois pour atteindre les objectifs fixés, comme en témoigne la progression des indicateurs de résultats à date (ci-dessous)**. Que ce soit en termes de formations, de renforcements de capacités, d'analyses de conflits effectués ou de renforcement des structures communautaires de préventions et gestions des conflits, les consortia ont déjà atteint ou presque atteints leurs cibles. Seul le nombre d'activités de consolidations de la Paix réalisés (58%) semblera difficile à atteindre d'ici la fin du programme. Ceci peut s'expliquer principalement par le contexte sécuritaire qui rend difficile les activités de masses.

Dans cette perspective, **26 772 personnes ont activement participé à des initiatives de consolidation de la paix**. Cette participation massive témoigne de l'engagement collectif en faveur de la promotion de la paix et de la cohésion sociale au niveau local. Dans le contexte spécifique de la consolidation de la paix, il convient de souligner l'impact des **408 messages de paix diffusés par les radios**. Ces messages ont été soigneusement conçus pour toucher un large public, **atteignant ainsi 328 934 personnes**. Cette diffusion médiatique a contribué de manière significative à la sensibilisation et à la promotion des valeurs pacifiques au sein de la population locale. La **formation de 160 personnes sur la résolution pacifique des conflits et la cohabitation pacifique** s'inscrit dans une stratégie proactive visant à doter les acteurs locaux des compétences nécessaires pour résoudre les tensions de manière constructive. Ces compétences renforcent la capacité des individus à jouer un rôle actif dans la prévention des conflits et la promotion de relations harmonieuses au sein de la communauté.

Les **18 activités de rapprochement inter/intra-communautaires** menées par les jeunes soulignent l'importance de la participation des jeunes dans la construction d'une société pacifique. En mobilisant cette énergie positive, ces activités contribuent à créer des liens solides entre différentes communautés, renforçant ainsi la cohésion sociale nécessaire pour prévenir les conflits. La mise en place de **104 espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs** offre une plateforme structurée pour aborder les questions sensibles et promouvoir des solutions collaboratives. Ces espaces constituent des forums vitaux où la diversité des perspectives peut converger vers des consensus, renforçant ainsi la cohésion sociale en favorisant la compréhension mutuelle.

En appuyant et rendant fonctionnelles **70 structures de prévention et gestion de conflit au niveau communal et en créant 12 comités d'alerte précoce de conflits/SCAPRU** pour identifier les signaux avant-coureurs de conflits potentiels, ces comités jouent un rôle crucial dans la construction d'une résilience communautaire face aux tensions émergentes. Le programme s'engage activement à créer une infrastructure solide pour anticiper et gérer les conflits locaux. Ces structures, telles que les comités de la paix et les comités de gestion des conflits, sont des mécanismes essentiels pour maintenir la stabilité dans un contexte sécuritaire volatile.

Cet effort consenti par les projets contribue à l'atteinte des objectifs. Un effort a été consenti mais qui risque d'être impacté par les sanctions post coup d'Etat.

RÉALISATION DU TROISIEME TRIMESTRE 2023

- **02** analyses de conflits ont été effectuées dans 02 communes du projet RECOSOC à savoir Daboua et Liwa
- **408 messages de paix diffusés par les radios**, atteignant ainsi 328 934 personnes
- Ainsi, **115 jeunes et adultes ont vu leurs capacités renforcées dans la transformation des conflits et les approches participatives sensibles aux conflits** dans les zones d'intervention des projets RECOSOC, PROGRESS, ANV et RECOLG
- **104** d'espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs mis en place dans les communes de RECOSOC
- **12** comités d'alerte précoce de conflits/SCAPRU mis en place












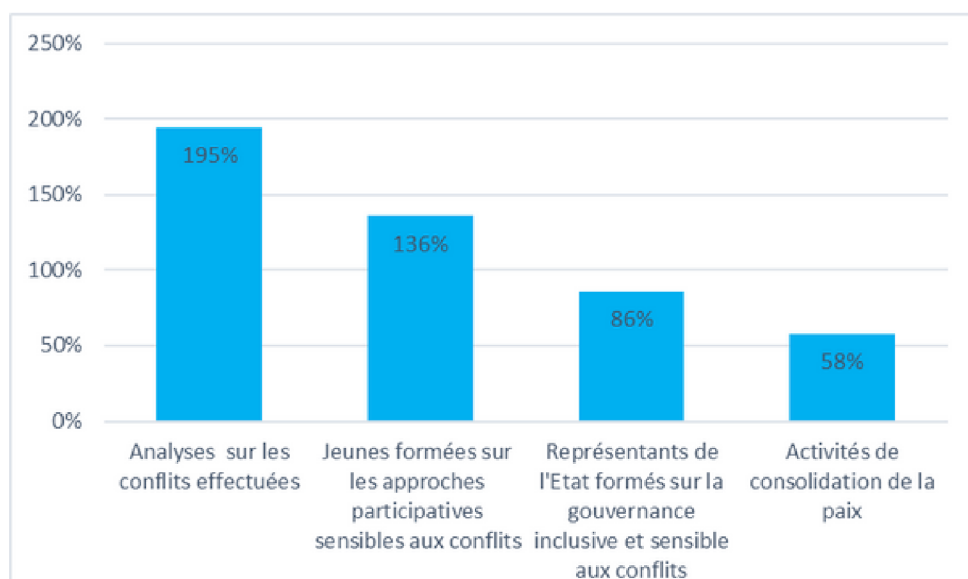
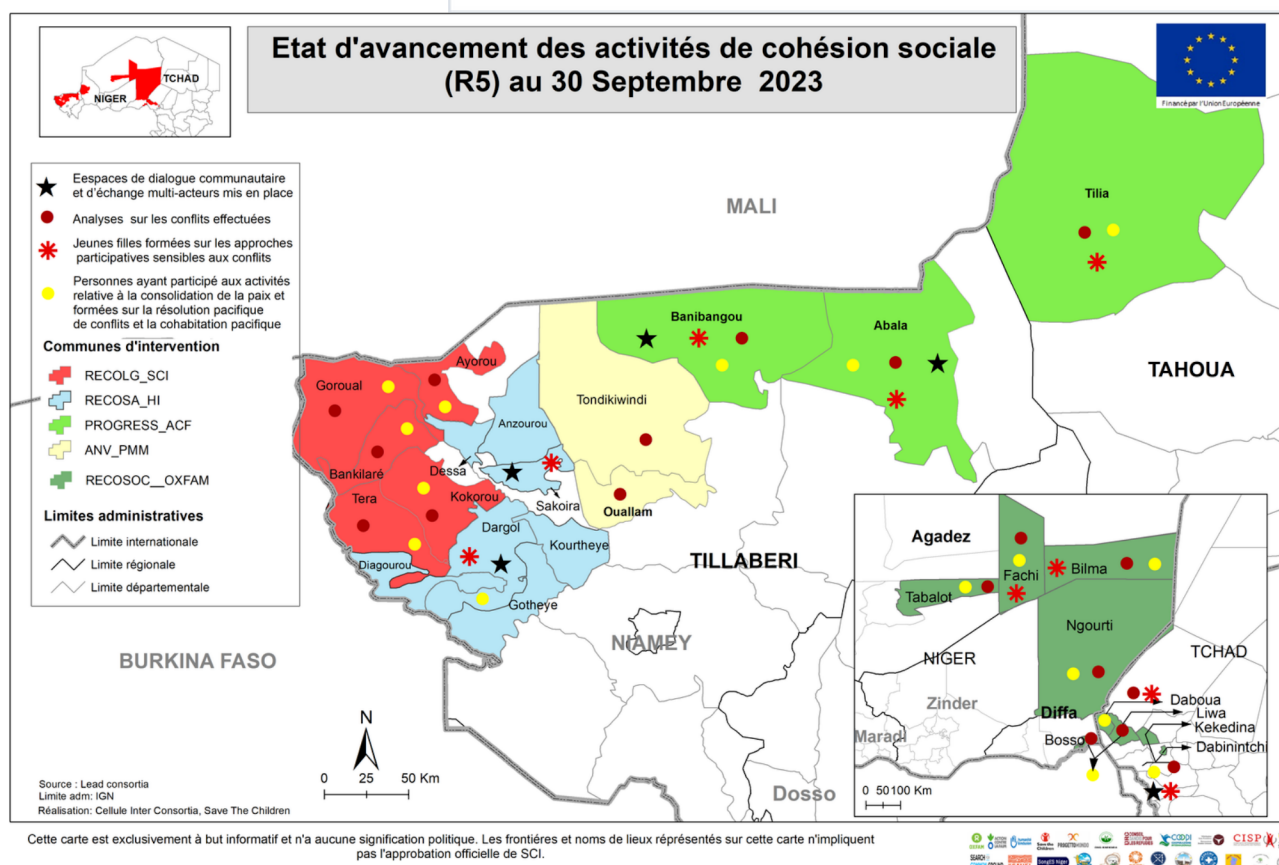
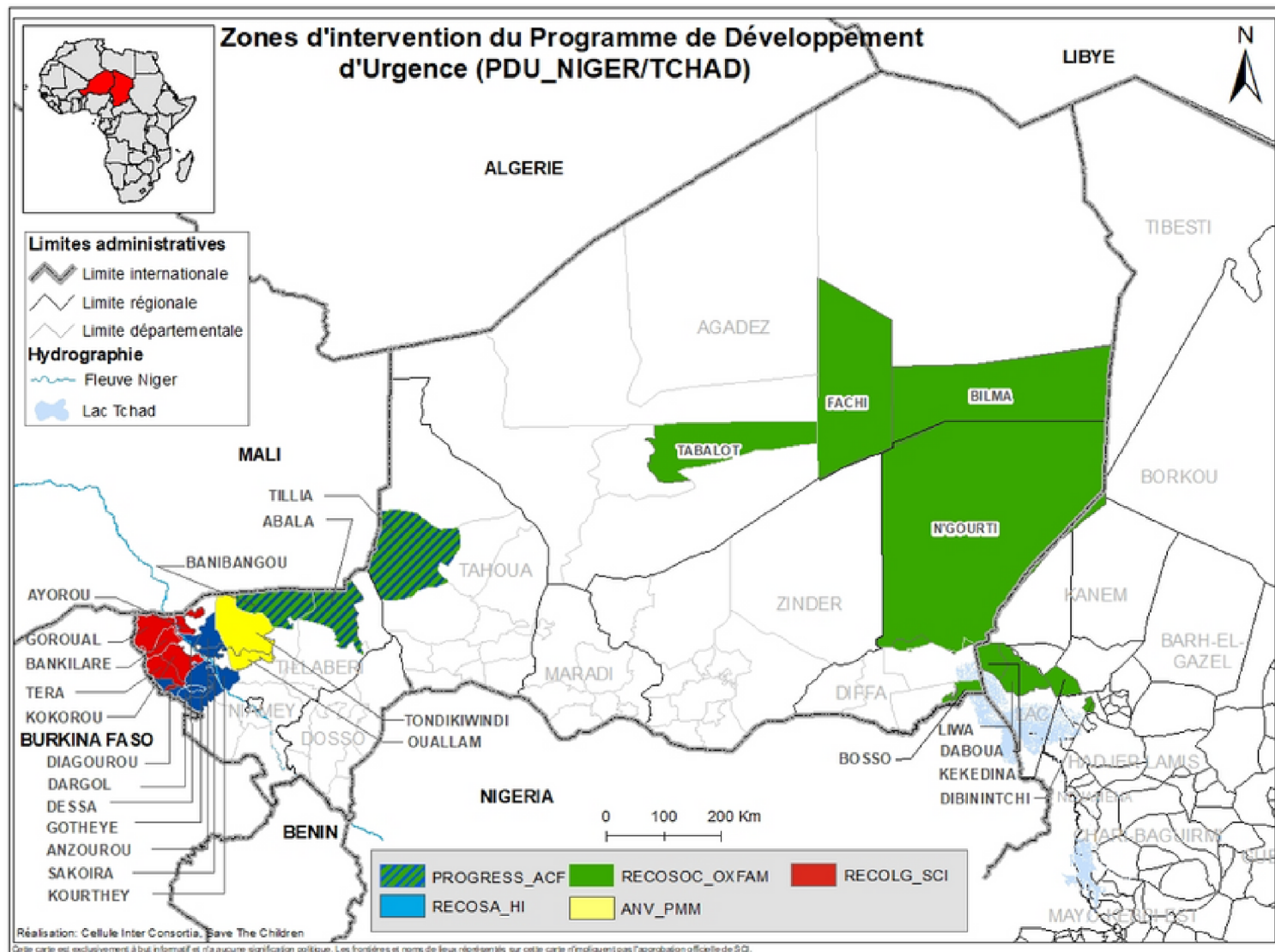
-  **37** Analyses sur les conflits effectuées
-  **3 776** Jeunes formées sur les approches participatives sensibles aux conflits
-  **28 063** Personnes ayant participé aux activités relatives à la consolidation de la paix
-  **12 813** Personnes formées sur la résolution pacifique de conflits et la cohabitation pacifique
-  **180** Espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs mis en place
-  **1323** diffusions de messages de paix par les radios dans les communes de RECOSO, PROGRESS et RECOSOC 431 630 personnes touchés par les messages des paix diffusés par les radios dans les communes de RECOSOC (41074), RECOSA (278 393), PROGRESS (112163)
-  **4785** d'activités de rapprochement inter/intra-communautaires réalisées par les jeunes dans les communes de PROGRESS, RECOSOC et RECOLG
-  **180** espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs mis en place dans les communes de RECOSOC
-  **130** structures de prévention et gestion de conflit (COFO, COFOB, comité de la paix, etc) appuyées et fonctionnelles au niveau communal
-  **123** de comités d'alerte précoce de conflits/SCAPRU mis en place
-  **45** plans d'action pour la prévention de conflits élaborés et mis en œuvre

FIGURE 5



CARTE 5





PUBLICATION

JULIA WALDRUCHE

CONCEPTION ET EDITION

ALASSANE SAIBOU MAIGA, SALMOU
HALIDOU RABO, CHAIBOU

CONTRIBUTEURS

CHAIBOU, ANTAROU CI-PDU-UE
HASSANA MOUSSA ABBA (CI-PDU-UE)
ABDOUL AZIZ. M (ACCM/SCI)
MEAL: PROGRESS, RECOLG, ANV,
RECOSOC, RECOSA

CONTACTS:

Julia Waldruche (Inter consortia Coordination Manager) +227 92188581
Email: Julia.Waldruche@savethechildren.org
Salmou Alassane Maiga (Responsable MEAL) +227 92189968
Email: Salmou.Alassane@savethechildren.org
Halidou Rabo, Chaibou (Database/Cartographe) +227 80812030
Email: chaibou.halidou@savethechildren.org

